



CTSD du mardi 5 septembre 2017 Déclaration de la FSU 01

Rentrée sociale : préserver notre modèle social

La rentrée remet sur le devant de la scène les préoccupations d'emploi, de conditions de travail, de pouvoir d'achat... Et les annonces et décisions prises par le gouvernement durant l'été sont guidées par l'austérité mettant ainsi à mal les solidarités, s'attaquant brutalement aux droits sociaux: nouvelle réduction des dépenses publiques, suppressions de contrats aidés, baisse des APL, multiplication inacceptable de mesures concernant les agents publics, réforme du Code du travail sans réel débat démocratique...

Pour les agents de la Fonction publique, la période est particulièrement brutale : gel du point d'indice, prévision de 120 000 suppressions d'emplois (dont 70 000 dans la seule FPT), rétablissement de la journée de carence, augmentation de la CSG sans garantie d'amélioration du pouvoir d'achat et remise en cause du calendrier des mesures PPCR - ce qui constitue une trahison des engagements de l'État et du dialogue social.

La rentrée scolaire ne se présente pas non plus sous de meilleurs auspices: entre le devenir des personnes en contrats aidés et leurs missions laissées vacantes, un discours rétrograde du Ministre sur l'éducation, comme par exemple sur la lecture, des décisions précipitées qui s'appliquent à moyens constants, par redéploiement, et risquent d'accentuer les inégalités sur le territoire...

L'annonce d'une réduction drastique des contrats aidés par le ministère du Travail en juillet, remet en question les missions qu'ils exercent dans les écoles, l'accompagnement des élèves en situation de handicap et l'aide administrative à la direction d'école, perturbant ainsi la rentrée dans les écoles. La FSU dénonce les répercussions de ce véritable plan social pour les personnels, les enseignants et leurs élèves.

Concernant la carte scolaire, la logique de redéploiement est à l'œuvre pour la mise en place des CP à 12. Nous redemandons la création de postes de Maîtres Supplémentaires pour les écoles de Bellegarde et Oyonnax. Les élèves des classes autres que les CP ne doivent pas être abandonnés !

Enfin, nous demandons aussi le recrutement de listes complémentaires, au-delà de la simple compensation des désistements sur liste principale, et afin de pourvoir les postes vacants à cette rentrée.